ATELIER ARTISTIQUE ¡TODOS SOMOS !

PHASE 1 : LE CONTEXTE

LES PETITES HISTOIRES DANS LA GRANDE HISTOIRE DE L'ARGENTINE

DOCUMENT 1 : Les orphelins «restitués» de la dictature argentine.

Abandonnés sur la voie publique selon la police

Tatiana est l'un des premiers enfants à avoir pu retrouver sa famille biologique. «Je suis née le 11 juin 1973. Mon père a disparu en octobre 1976. Ma mère a été enlevée devant nous en août 1977, raconte cette vive jeune femme, mère de deux enfants, Irina, 9 ans, et Maya, 2 ans. Nous revenions à la maison quand nous avons vu que s'y déroulait une opération militaire. Maman a tourné les talons, mais ils l'ont retrouvée. Elle nous a laissées dans un parc, ma sœur de 6 mois et moi. Je me rappelle que c'était interminable. Nous avons dû y rester tout l'après midi. Je me souviens avoir vu le soleil se coucher.» Un voisin a alors alerté la police, qui est venue chercher les enfants : enfants abandonnés sur la voie publique selon le rapport de police. Séparées six mois, les deux sœurs finissent par être adoptées par un couple. «Je me rappelle que nous sommes arrivées chez nos parents adoptifs pendant le Mondial de football parce que tout le monde le suivait à la télévision (le Mondial 78 s'est déroulé en Argentine, NDLR).» En 1980, un juge convoque les parents adoptifs et les deux enfants sans préciser le but de la convocation. Tatiana est alors confrontée à ses deux grands-mères. «Je ne sais pas pourquoi j'ai d'abord dit que je ne les reconnaissais pas.» Ce n'est qu'à la deuxième rencontre qu'elle accepte de reconnaître les deux grands-mères avec lesquelles elle avait passé les premières années de sa vie. Ses relations avec ses parents adoptifs sont toujours restées excellentes. «Cela faisait plusieurs années qu'ils attendaient pour adopter et quand l'administration leur a proposé de nous adopter, ils ignoraient tout de notre histoire. Ils m'ont beaucoup poussée à établir des relations approfondies avec ma famille biologique.» Aujourd'hui psychologue, elle jouit de son bonheur de mère de famille avec son mari, Damian, photographe. «Il m'a aidée dans la reconstruction de mon histoire.»

Patrick Bèl,
« Les orphelins «restitués» de la dictature argentine »
LeFigaro.fr,09/07/2009

"J'ai eu 25 ans dans la salle de tortures": survivante du camp d'"El Vesubio" pendant la dictature argentine, Elena Alfaro raconte son calvaire, sept mois de détention alors qu'elle était enceinte, dans un témoignage depuis Paris retransmis dans un tribunal de Buenos Aires.

Huit militaires argentins sont jugés depuis un an dans ce procès du Vesubio, l'un des plus sinistres camps de la dictature argentine (1976-1983), où sont passées 2.500 personnes, militants de gauche, syndicalistes, intellectuels, dont la majorité a disparu.

Elena Alfaro, 58 ans, regard volontaire et chevelure flamboyante, est assise en face d'un grand écran sur lequel apparaît le tribunal. Réfugiée en France en 1982, elle a témoigné mardi de Paris "pour des raisons de sécurité", selon l'ONG CCFD Terre solidaire.

Le 19 avril 1977, à minuit, elle est arrêtée brutalement puis emmenée dans une auto, les yeux bandés, vers le camp d'"El Vesubio", à une trentaine de km au sud-ouest de Buenos Aires.

Elle est conduite vers l'"infirmerie": en réalité la salle de tortures, où elle est attachée à un lit, subit des sévices, est forcée d'assister au supplice de son compagnon, Luis Alberto Fabbri, un dirigeant syndical qui a disparu après son passage dans ce camp.

Elle raconte les "cris horribles" des détenus, les coups. Une semaine après, elle est transférée dans une "cucha" (niche) un compartiment minuscule dans une pièce où elle est attachée à une chaîne, encagoulée, avec d'autres détenues, obligées de solliciter le gardien pour pouvoir aller aux toilettes.

"C'est un moment où l'on perd tout. A commencer par l'identité. Mon nom, c'était "o ocho" (08)", se souvient-elle.

Un jour, elle est à la cuisine avec plusieurs autres détenues, quand elle est appelée et ramenée à sa "niche", seule. "C'est la dernière fois que je les ai vues", dit-elle, la voix brisée. Elle fait une pause, se reprend. Une idée la reconforte: si elle s'en sort, elle pourra témoigner.

Peu après sa libération en novembre 1977, naît son fils Luis Felipe. Mais elle est hantée par les tourments.

"On a vu ce qu'on ne devrait jamais voir, cela nous rend différents", dit-elle. Et de dénoncer, véhémement, les soupçons de trahison qui visent les survivants, et le rôle de l'Église catholique, coupable de "fraternité" avec le régime militaire.

Elle se réfugie alors en France. Elle en obtient la nationalité et est décorée de la Légion d'honneur, en 2006.

Depuis l'ouverture du procès du "Vesubio" à Buenos Aires en février 2010, plus de 300 personnes ont comparu. En mars doit commencer le réquisitoire, qui devrait durer deux mois. Principal accusé, le colonel Pedro Alberto Duran Saenz, le responsable du camp, est jugé avec les colonels Humberto Gamen et Hugo Ildebrando Pascarelli, ainsi que les anciens "agents pénitentiaires" Diego Salvador Chemes, Roberto Carlos Zeolita, José Nestor Maidana, Ricardo Nestor Martinez et Ramon Antonio Erlan.

Deux Français figurent parmi les disparus de ce camp, qui a fonctionné entre avril 1976 et novembre 1978: Françoise Dauthier et Juan Marcelo Soler Guinard. Mais la France, à la différence de l'Allemagne, ne s'est pas constituée partie civile à ce procès.

Environ 30.000 personnes ont disparu pendant la dictature, selon des organisations de défense des droits de l'Homme.

Un procès historique de la junte militaire s'est tenu en 1985. Après l'annulation des lois d'amnistie par l'ancien président Nestor Kirchner, la justice a rouvert de nombreux dossiers.

Les "cacerolazos" (concerts de casseroles) ont fait leur grand retour, jeudi 13 septembre au soir, dans toute l'Argentine. Casseroles (cacerola en espagnol), poêles, marmites ou gamelles, tous les récipients métalliques sont les bienvenus lors de ces manifestations populaires où les participants n'ont qu'un seul but : faire le plus de bruit possible pour exprimer leur colère. Jeudi soir, ils étaient entre 60 000 et 200 000 personnes à protester ainsi dans un tintamarre retentissant contre le gouvernement de "CFK", Cristina Fernandez Kirchner.

Ces manifestations assourdissantes n'avaient sans doute pas été aussi importantes depuis 2008, lors de la crise gouvernementale qui avait entaché le début du mandat de la présidente de centre gauche, un an après son élection, comme le rapporte le quotidien La Nación. Elles rappellent surtout, de manière tapageuse, la crise économique de 2001 qu'avait dû traverser le pays. A l'époque, la multiplication des "cacerolazos" avait abouti, entre autres, à la démission du président de la république, Fernando de la Rúa.

TOUS "NEGRO", TOUS CONTRE "K"

Jeudi, onze ans après, les "cacerolazos" ont massivement retenti dans les rues de Buenos Aires, la capitale, mais aussi dans d'autres villes du pays comme Mendoza, Rosario, La Plata, Cordoba, Santa Fe y Bariloche. Sur les pancartes des manifestants, on pouvait lire des revendications aussi diverses que "Non à l'inflation !", "Pour la liberté et la défense de la Constitution nationale", "Pour la sécurité", relate le quotidien Clarin.

A Buenos Aires, des milliers de personnes ont manifesté armés de casseroles contre la présidente Kirchner, le 13 septembre 2012.

Si les journaux argentins parlent de manifestants majoritairement issus de la classe moyenne, les participants à ce "cacerolazo" massif avaient des profils très variés, décrit le journal de gauche Pagina12. "Hommes, femmes, jeunes, vieux, vêtus de costumes impeccables ou de bermudas, les manifestants n'avaient que peu de choses en commun, si ce n'est celui de ne pas être 'negro', (d'une classe populaire), et de protester contre 'K' (Kirchner)", rapporte le journal.

Un autre point commun unissait les manifestants : la crainte d'une éventuelle volonté de se présenter à nouveau à l'élection présidentielle de la part de Cristina Kirchner. Cette peur, qui ne repose sur aucune déclaration officielle de la présidente, est née d'un texte de 40 000 caractères. Intitulé "La différence", ce document a été publié en août 2012 par un mouvement d'intellectuels pro-gouvernemental appelé Carta Abierta et plaide ouvertement pour une réforme de la constitution argentine pour établir une "barrière anti-néolibérale".

KIRCHNER, "VA REJOINDRE TON MARI"

Une initiative qui, sans évoquer officiellement la possibilité d'un troisième mandat (actuellement interdit par la Constitution) de CFK, a exacerbé la lassitude de certains argentins vis-à-vis des "K", au pouvoir depuis bientôt 10 ans. Elue en 2007, puis réélue en 2011 pour un mandat de quatre ans, Cristina Kirchner a succédé à son mari Nestor Kirchner, qui était lui-même président de la république depuis 2003.

Lancé il y a une vingtaine de jours, essentiellement sur les réseaux sociaux, le "cacerolazo" de ce 13 septembre a mis en lumière l'animosité d'une partie de la population du pays envers Cristina Kirchner. Sur Twitter, vendredi matin, l'un des mots clés les plus utilisés par les

Argentins sur le réseau social était #AndaconNestor. Ce refrain lancé par les internautes, signifiant "Va rejoindre Nestor", invite la présidente à retrouver son défunt mari.

Alors que les casseroles résonnaient dans le pays, la présidente n'a pas semblé s'inquiéter d'une telle mobilisation. "Je ne m'affole pas. Qu'ils restent tranquilles !", a déclaré Cristina Kirchner lors d'une cérémonie officielle à San Juan, au nord du pays, devant un public ouvertement favorable à sa réélection en 2015 pour un troisième mandat. Signe que l'angoisse d'un éventuel renouvellement du mandat de Cristina Kirchner est bien présente, une pétition a été lancée ce vendredi par le Front progressiste (FAP), contre la "re-réélection" de la présidente, rapporte le journal ElDiario24. Le parti recherche un million de signatures d'ici au 30 octobre.

Le Monde.fr
Par Marthe Rubio
14.09.2012

DOCUMENT 4 : Bébés volés : 36 ans après, une femme retrouve son petit-fils.

Après 36 ans de recherche, Estela de Carlotto, grande figure de l'ONG des "Grands-mères de la Place de Mai", association chargée de retrouver les bébés enlevés pendant la dictature argentine (1976 - 1983), a retrouvé son petit-fils.

"Que Laura, qui est au ciel, sourie...", a déclaré, émue, Estela de Carlotto. Mardi 5 août, cette grand-mère de 83 ans, grande figure des "Grands-mères de la Place de Mai", une ONG qui recherche les bébés volés par la dictature militaire argentine, a retrouvé son petit-fils.

Il s'appelle Guido, il est l'enfant de sa fille, Laura de Carlotto, abattue en détention par le régime argentin à la fin des années 70. Il aura fallu à Estela 36 années de recherche avant de serrer Guido dans ses bras... Aujourd'hui Estela irradie de bonheur. "Je l'ai vu, il est beau, c'est un artiste. Il a cherché, il m'a cherchée, comme nous l'avons cherché", dit-elle devant une pléiade de journalistes venus pour l'occasion au siège de l'ONG, dans le centre de Buenos Aires.

Surtout, Estela peut enfin clore un douloureux chapitre de sa vie. Elle sait enfin la vérité : sa fille Laura, militante et membre de la guérilla des Montoneros [anti-Videla], a mis au monde un garçon, le 26 juin 1978, dans les geôles de la dictature. Elle n'était enceinte que de deux mois et demi lorsqu'elle a été emprisonnée. Laura aura le temps de le baptiser Guido avant de mourir. Peu de temps après la naissance de son fils, elle est torturée puis exécutée d'une balle dans la tête.

"Je ne voulais pas mourir avant de le serrer dans mes bras"

"Que Laura, qui est au ciel, sourie. Elle peut me dire : Maman, tu as gagné !". Estela, elle, a gagné un 14e petit-fils. Guido - un musicien de 36 ans - a demandé à ce qu'on lui accorde un peu de temps avant de rencontrer sa famille biologique. "Il est très ému", a expliqué Estela. "Je ne voulais pas mourir avant de le serrer dans mes bras. Je vais bientôt pouvoir l'embrasser. Je veux le toucher, regarder son visage".

Les deux parents ont pu se retrouver grâce aux tests ADN. Guido s'était présenté spontanément, il y a deux mois, au siège de l'association, parce qu'il avait des doutes sur sa véritable identité. Au terme d'analyses poussées, les résultats tombent : la coïncidence génétique est de 99,9 % avec sa grand-mère.

Durant cette conférence de presse, Estela de Carlotto a également lancé un message d'espoir à celles qui n'ont pas encore retrouvé l'enfant ou le petit-fils qu'elles recherchent depuis plus de 30 ans. "Dans cette maison, on ne dort pas. Ne vous découragez pas", a-t-elle assuré, engagée à poursuivre son combat.

500 bébés enlevés

Les "Grands-mères de la Place de Mai" estiment que 500 bébés d'opposants politiques enlevés à leur mère ou nés en captivité ont ensuite été adoptés par des dignitaires du régime militaire. Selon organisations de défense des droits de l'Homme, quelque 30 000 personnes sont mortes ou ont disparus pendant la dictature militaire. À ce jour, plus d'une centaine d'enfants volés ont été identifiés et ont pu reprendre contact avec leur famille biologique.

L'ancien dictateur argentin Jorge Videla (1976-1981) a été condamné en 2012 à 50 ans de prison pour vols de bébés d'opposants sous la dictature. Il est mort en détention l'année suivante.

FRANCE 24 / AFP